

**Point de presse du porte-parole  
adjoint - Afghanistan/Attentats à  
Kaboul/Déclaration de M.  
Jean-Yves Le Drian - Maroc/Sahara  
occidental/Adoption de la résolution  
2414 du Conseil de sécurité des  
Nations unies renouvelant le  
mandat de la MINURSO -  
Birmanie/Nomination de Mme  
Christine Schraner Burgener en  
tant qu'envoyée spéciale du  
secrétaire général des Nations unies  
- Burundi - Chine  
(Paris, 30 avril 2018)**

Au point de presse de ce jour, le porte-parole adjoint a relayé la déclaration du ministre suivante :

1 - Afghanistan - Attentats à Kaboul (30 avril 2018) - Déclaration de M. Jean-Yves Le Drian

C'est avec émotion que j'ai appris le lourd bilan du double attentat perpétré ce matin à Kaboul, qui a fait vingt-cinq morts et une quarantaine de blessés.

La France condamne cet acte odieux. J'exprime mes condoléances les plus sincères aux familles des victimes ainsi qu'aux autorités et au peuple afghans.

Avec sept journalistes tués dans cette attaque, la presse paie encore un lourd tribut.

L'un d'eux, le photographe Shah Marai, travaillait pour l'AFP depuis de nombreuses années. Dans ce moment douloureux, je souhaite assurer l'AFP et ses équipes partout dans le monde de notre totale solidarité.

Je tiens à rendre un hommage particulier à tous les journalistes qui, souvent au péril de leur vie, continuent à travailler chaque jour dans des conditions difficiles pour nous informer.

Le porte-parole adjoint a fait les déclarations suivantes :

2 - Maroc - Sahara occidental - Adoption de la résolution 2414 du Conseil de sécurité des

Nations unies renouvelant le mandat de la MINURSO (New York, 27 avril 2018)

La France salue l'adoption par le Conseil de sécurité, le 27 avril, de la résolution 2414, qui renouvelle le mandat de la MINURSO.

La France apporte tout son soutien à cette mission, qui joue un rôle essentiel en faveur de la paix et de la stabilité dans la région.

La résolution 2414 appelle à la mise en oeuvre d'une solution politique juste, durable et mutuellement agréée par tous. La France continuera d'appuyer à cette fin l'action de l'envoyé personnel du Secrétaire général des Nations unies, M. Horst Köhler.

3 - Birmanie - Nomination de Mme Christine Schraner Burgener en tant qu'envoyée spéciale du secrétaire général des Nations unies (26 avril 2018)

La France salue la nomination, le 26 avril, de Mme Christine Schraner Burgener en tant qu'envoyée spéciale du secrétaire général des Nations unies pour la Birmanie.

Nous lui adressons tous nos vœux de réussite et l'assurons de notre soutien dans ses nouvelles fonctions.

Ambassadrice de la confédération suisse en Allemagne depuis 2015, Mme Christine Schraner Burgener dispose d'une importante expérience diplomatique, notamment en Asie. Elle a dirigé les efforts de médiation à la suite des événements de 2010 en Thaïlande, où elle était ambassadrice.

La France renouvelle son appel à la cessation des violences contre les populations civiles et demande aux forces de sécurité birmanes d'assurer leur protection et de garantir le rétablissement d'un accès humanitaire sûr et sans entrave. Un processus doit être engagé sans délai pour créer les conditions d'un retour en Birmanie digne, volontaire, sûr et durable des réfugiés rohingyas.

Nous réitérons notre soutien à l'action des Nations unies, dont le Conseil de sécurité effectue actuellement une mission au Bangladesh et en Birmanie, ainsi qu'à l'action des organisations humanitaires sur le terrain. Il est essentiel qu'une solution politique durable soit trouvée pour mettre fin aux violences et à la crise humanitaire.

Le porte-parole adjoint a enfin répondu aux questions suivantes :

4 - Burundi

Q - Le défenseur des droits de l'Homme burundais Germain Rukuki, accusé par le régime de "rébellion", a été condamné le 26 avril à 32 ans de prison. La France entend-elle réagir ?

R - La France exprime sa préoccupation après la condamnation à 32 ans de prison de M. Germain Rukuki, président de l'organisation Njabutsa Tujane et employé de l'Association des juristes catholiques du Burundi.

La France déplore les restrictions imposées aux libertés fondamentales au Burundi. Elle condamne les menaces et intimidations répétées à l'encontre de toute voix discordante, de l'opposition politique, des défenseurs des droits de l'Homme et des médias indépendants.

Elle appelle les autorités burundaises à respecter les libertés fondamentales et les droits de l'Homme.

## 5 - Chine

Q - Les ambassades allemande et américaine à Pékin ont récemment appelé à la libération de Liu Xia, maintenue en résidence surveillée à Pékin depuis le décès de son époux, le prix Nobel de la Paix Liu Xiaobo. La France est-elle également mobilisée en faveur de sa libération ?

R - La France a appelé à plusieurs reprises les autorités chinoises à assurer la liberté de mouvement de Mme Liu Xia ainsi que celle de sa famille.

Elle réitère cet appel et continuera d'être attentive à la situation de Mme Liu Xia./.